

Impacts du Crédit Agricole sur les conditions de vie et la résilience des producteurs aux chocs climatiques dans la région de Faranah en république de Guinée

Impact of agricultural credit on the living conditions and resilience of farmers to climatic shocks in the region

Mamady CONDE, (Docteur en sciences agronomiques)

*Laboratoire de Recherche d'Economie Rurale, Département économie rurale,
Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah (ISAV-VGE)*

Dimon Emmanuel YAI, (Docteur en économie rurale)

*Laboratoire de Recherche d'Economie Rurale, Département économie rurale,
Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah (ISAV-VGE)*

Armand Fréjouis AKPA, (Docteur en économie agricole)

*Laboratoire de Recherche d'Economie Rurale, Département génie rural,
Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah (ISAV-VGE)*

Adresse de correspondance :	Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah (ISAV-VGE) B.P. 131, Faranah, République de Guinée +224 622 14 09 28 sg@isav.edu.gn
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	CONDE, M., YAI, D. E., & AKPA, A. F. (2025). Impacts du Crédit Agricole sur les conditions de vie et la résilience des producteurs aux chocs climatiques dans la région de Faranah en république de Guinée. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(7), 502–519.
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 14/04/2025

Accepted: 13/07/2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 07 (2025)

Impacts du Crédit Agricole sur les conditions de vie et la résilience des producteurs aux chocs climatiques dans la région de Faranah en république de Guinée

Résumé :

Le financement de l'agriculture constitue une question cruciale dans la région de Faranah en Guinée. Cependant, les recherches sur les effets des institutions de microfinance sur les conditions de vie et la résilience des producteurs restent limitées. Pour combler cette lacune, cette recherche analyse les impacts des institutions de microfinance sur les conditions de vie et l'amélioration de la capacité de résilience des bénéficiaires aux chocs climatiques dans cette région. Les données ont été collectées sur un échantillon de 780 individus répartis dans vingt localités. L'utilisation du test V de Cramer a permis d'évaluer l'influence des microcrédits sur la résilience et les moyens de subsistance des producteurs. Des résultats obtenus, il ressort que le crédit reçu influence positivement le niveau de vie des producteurs, en termes du nombre de repas journaliers et de qualité de leurs logements, avec des impacts significatifs mesurés à 0,1452 et 0,073 au seuil de 5 % selon le test de V de Cramer. En outre, la capacité de résilience des bénéficiaires a été renforcée, avec un effet mesuré à 0,065, significatif au seuil de 1 %. Pour améliorer cette situation, il serait nécessaire de mettre en place des mécanismes d'atténuation des risques, comme les assurances agricoles ou des garanties adaptées. Sans cela, le développement du secteur agricole restera freiné par le manque de financements.

Mots clés : Finance agricole ; impacts ; résilience ; moyens de subsistance, Guinée

Classification JEL : B21 ; C58 ; G50

Type du papier : Recherche Théorique ou empirique

Abstract :

Financing agriculture remains a critical challenge in the Faranah region of Guinea. Despite its importance, empirical research on the effects of microfinance institutions (MFIs) on the living conditions and resilience of agricultural producers remains sparse. This study seeks to fill this gap by examining the impact of MFIs on household livelihoods and the enhancement of beneficiaries' resilience to climate-related shocks in the region. Data were collected from a stratified sample of 780 individuals across twenty localities. The Cramér's V test was employed to assess the strength of the association between access to microcredit and key livelihood indicators. The findings reveal that access to credit positively influences the standard of living of producers, particularly in terms of the number of daily meals consumed and the quality of housing, with statistically significant Cramér's V values of 0.1452 and 0.073, respectively, at the 5% significance level. Additionally, microcredit access significantly improved beneficiaries' resilience capacities, as evidenced by a Cramér's V value of 0.065, significant at the 1% level. These results underscore the importance of financial inclusion in strengthening adaptive capacity and enhancing rural livelihoods. To sustain these gains, it is imperative to establish appropriate risk mitigation mechanisms—such as agricultural insurance schemes and tailored financial guarantees. In the absence of such instruments, the development of the agricultural sector may remain constrained by limited access to adequate financing.

Keywords: Agricultural finance; Impacts; resilience; livelihoods, Guinea.

JEL Classification: B21; C58; G50

Paper type: Empirical research

1. Introduction

Le secteur financier joue un rôle très déterminant dans le développement des activités économique d'une nation (Mlambo, 2024 ; Mbulawa et Chingiro, 2024 ; Nguyen et al., 2022 ; Sulemana et Dramani, 2022). Ainsi, selon la Banque Européenne d'Investissement (2018), un accès limité au crédit freine l'activité économique car il réduit également l'accès aux ressources productives. Le secteur agricole constitue est des secteurs essentiels pour le développement des pays en développement car elle contribue à 50% à la croissance et génère 40% des devises en Afrique subsaharienne (Napo, 2019 ; OCDE/FAO, 2016). Elle emploie 70 % de la population et assure 95% de l'approvisionnement alimentaire (FAO, 2015). En Guinée, ce secteur représente 28,4% du Produit Intérieur Brut (PIB), 11% des recettes commerciales et 17% des revenus de l'État, procurant 70 à 80% des emplois (ANASA, 2017). Cependant, la prédominance de petits producteurs limite la croissance, dans un contexte de pression démographique (2,39% par an) et de revenu par habitant faible fluctuant entre 1010 et 1180 USD (Banque mondiale, 2022).

Cependant, l'accès aux financements agricoles reste très limité dans le secteur agricole et ceux surtout dans les pays en développement à cause la dépendance aux climats et des risques élevés (Brulé-Françoise et al., 2016 ; Sogodogo et al., 2014). Or, l'accès aux ressources financières permet à l'agriculture de facilement mettre en œuvre les nouvelles technologies et d'avoir accès aux intrants (Akpa et al., 2023 ; Ogouvide et al., 2020). Par exemple, les travaux menés par Yegbemey et al. (2021) et Houeninvo et al. (2020) ont montré que respectivement 84% et 75,29% des agriculteurs dans les pays en développement rencontrent des difficultés pour accéder au crédit auprès des institutions financières, indiquant ainsi la présence de contraintes de crédit. De même, selon les statistiques de la Banque mondiale (2024), le taux de crédit domestique alloué au secteur privé était de 9,22% du PIB en 2021. En effet, cette situation est due au faible taux d'inclusion financière des populations vivant en zones rurales. Par exemple, selon les données de Global Findex (2022), entre 2011 et 2021, le taux des individus âgés de 15 ans et plus ayant de compte dans une institution financière à très peu évolué passant de 4% en 2011 à 14% en 2021.

La Guinée à l'instar des autres pays du monde est soumise aussi aux stress climatiques et pour y faire, la Guinée a axé son développement sur la modernisation agricole, nécessitant des financements adaptés (Lapenu, 2002). L'autofinancement étant insuffisant, le recours à des financements externes s'impose (Bah, 2012). Deux sources principales existent : (i) le financement public et (ii) le financement privé. L'approche keynésienne, favorisant l'intervention étatique, s'avère inefficace, le crédit public réduisant l'offre globale (Sossou et Fok, 2019). Cela a encouragé l'essor des institutions de microfinance (IMF) (Napo, 2019). En effet, les populations vulnérables comme les agriculteurs ont très peu accès aux banques pour le financement de leurs activités en raison d'un manque de garantie (Fautras, 2021 ; Soglohoun, 2024). Les IMF viennent donc combler ce gap en offrant des crédits agricoles adaptés, facilitant l'accès aux technologies modernes (Adamou, 1991 ; Sossa, 2011 ; Awo et al., 2022). Cependant, la microfinance progresse et pourrait réduire la pauvreté non monétaire (Niyongabo, 2016 ; Bayo, 2017).

Le Crédit Agricole atténue la pauvreté des exploitants (Ololade et Olagunju, 2013). En Guinée, les IMF sont essentielles pour financer les producteurs exclus du système bancaire traditionnel (Doubouya, 2008 ; Bayo, 2017). La région de Faranah, à forte vocation agricole, manque de ressources pour atteindre l'autosuffisance. Bien que les IMF y jouent un rôle crucial, leur impact sur la productivité agricole reste peu étudié. Les IMF guinéennes financent l'agriculture, les micro-entrepreneurs et les commerçants. Le Crédit Mutuel et le Crédit Rural, lancés en 1988, ont suivi des trajectoires différentes : le premier a fait faillite en 2000, tandis que le second a été institutionnalisé en 2001. En 2020, la BCRG recensait 17 institutions non bancaires,

regroupées en deux catégories : (i) 14 IMF collectant de l'épargne et (ii) 3 IMF ne collectant pas d'épargne. Elles disposaient de 683 agences et 816 236 clients, contre 461 agences et 856 464 clients en 2019. Le nombre d'employés a diminué de 1 071 à 936 (BCRG, 2020). Les IMF proposent des crédits à court terme, des transferts de fonds et des produits d'assurance via mobile. En 2020, leurs prêts atteignaient 88,2 milliards de francs guinéens, en hausse par rapport à 73,1 milliards en 2019. L'encours des crédits s'élevait à 698,5 milliards, en légère baisse par rapport à 706,4 milliards en 2019 (BCRG, 2020).

Des travaux antérieurs ont plus accentué sur l'impact de crédits sur les activités des bénéficiaires. Bien que la totalité de crédits reçus ne sont pas investis, très peu d'études ont analysé l'impact du crédit sur l'amélioration des conditions de vie et la résilience des producteurs face au choc climatique. Cet article ayant pour but d'estimer l'impact du Crédit Agricole sur les conditions de vie et la résilience des producteurs va combler cette lacune empirique de la littérature. Ainsi, deux questions de recherche ont été formulées dans cette recherche comme suit : Comment la finance agricole des IMF contribue-t-elle à la résilience des producteurs ? Enfin, quels sont les effets économiques et non économiques des crédits agricoles des IMF sur le niveau de vie des bénéficiaires dans la région de Faranah ?

Le reste de ce document est structuré en quatre sections. Le second aborde les théoriques et empiriques relatives à la thématique puis vient les sections trois et quatre qui abordent les matériels et la méthode et les résultats et la discussion, respectivement. Enfin, la section cinq aborde la conclusion.

2. Fondements théoriques et empiriques

2.1. Fondements théoriques de l'impact du Crédit Agricole sur les conditions de vie et la résilience des bénéficiaires

L'accès au Crédit Agricole est un levier essentiel pour l'amélioration des conditions de vie et le renforcement de la résilience des exploitants agricoles. On note dans la littérature que quatre principales théories économiques et sociales permettent d'expliquer cet impact. Il s'agit de la théorie du capital humain, la théorie de production agricole, la théorie de la finance inclusive et de l'autonomisation et la théorie de la résilience.

Les deux premières théories sont plus liées à l'impact du crédit sur l'activité économique des bénéficiaires. Selon Becker (1964), l'investissement dans le capital humain, notamment par l'amélioration des compétences et des capacités productives, est un moteur de développement économique. L'accès au crédit permet aux agriculteurs d'investir dans la formation, l'acquisition de nouvelles techniques agricoles et l'achat d'intrants de meilleure qualité, ce qui accroît leur productivité et leur revenu.

En outre, la théorie néoclassique de la production agricole (Cobb & Douglas, 1928) postule que la production est fonction du capital, du travail et de la technologie. Le Crédit Agricole agit comme un catalyseur en facilitant l'achat d'équipements modernes, l'utilisation d'intrants améliorés et l'accès à des services agronomiques, ce qui optimise la production et réduit la vulnérabilité des agriculteurs face aux chocs.

Ces deux théories ne permettent de bien capter l'effet direct du Crédit Agricole sur l'amélioration des conditions de vie et la capacité de résilience des producteurs face aux chocs climatiques. Ainsi, la théorie de finance inclusive et de l'autonomisation et celle de la résilience sont celles qui sous-tendent cet article.

2.1.1. La théorie de la finance inclusive et de l'autonomisation

La finance inclusive, défendue par Banerjee & Duflo (2011), met en avant l'idée que l'accès au crédit favorise l'autonomisation économique des petits producteurs en leur offrant des opportunités de diversification des activités. Le crédit leur permet non seulement de stabiliser

leur production agricole, mais aussi d'investir dans d'autres secteurs, réduisant ainsi leur exposition aux risques climatiques et économiques.

2.1.2. La théorie de la résilience communautaire

Holling (1973) définit la résilience comme la capacité d'un système à absorber les chocs et à s'adapter aux perturbations. Dans le contexte agricole, l'accès au crédit renforce cette résilience en permettant aux agriculteurs de diversifier leurs revenus, d'investir dans des infrastructures résilientes et d'adopter des pratiques agricoles durables.

En somme, l'accès au Crédit Agricole influence positivement les conditions de vie des bénéficiaires en améliorant leur productivité, en réduisant leur vulnérabilité à l'incertitude et en leur offrant des opportunités d'investissement stratégique. Il constitue ainsi un instrument fondamental pour le développement rural et la sécurisation des moyens de subsistance.

2.2. Développement de l'hypothèse d'impact du Crédit Agricole sur les conditions de vie et résilience des bénéficiaires

L'accès au Crédit Agricole joue un rôle crucial dans le développement rural en facilitant l'adoption d'intrants modernes, l'augmentation de la productivité et la gestion des risques. Les recherches récentes explorent les multiples effets de ces financements sur les conditions de vie et la résilience des producteurs agricoles.

L'accès au Crédit Agricole constitue un levier essentiel pour améliorer les conditions de vie des producteurs et renforcer leur résilience face aux effets du changement climatique. En facilitant l'acquisition d'intrants agricoles tels que les semences améliorées, les engrais et le matériel de production, le crédit contribue à l'augmentation des rendements agricoles. À ce titre, Kumar et al. (2021) ont démontré qu'en Inde, l'accès au microcrédit a permis une hausse significative de 25 % des rendements du riz et du blé, illustrant l'impact direct du financement agricole sur la productivité.

Au-delà de la production, le crédit favorise l'intégration des producteurs dans les chaînes de valeur agricoles. Diagne et Zeller (2023) montrent que l'accès au crédit améliore les capacités de stockage et de commercialisation des produits, permettant ainsi aux agriculteurs de vendre leurs récoltes à de meilleurs prix et d'assurer une plus grande stabilité financière. Cette intégration renforce leur pouvoir de négociation et accroît leurs revenus, contribuant directement à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Sur le plan de la résilience climatique, Carter et al. (2022) mettent en évidence que le crédit joue un rôle déterminant dans l'adoption de pratiques agricoles durables et adaptées aux aléas climatiques, telles que l'irrigation goutte-à-goutte ou l'introduction de variétés résistantes à la sécheresse. Ces investissements réduisent considérablement la vulnérabilité des exploitants aux chocs environnementaux.

Enfin, dans le contexte africain, Adjognon et al. (2020) ont montré que les agriculteurs disposant de crédit en Afrique subsaharienne présentent une consommation alimentaire plus élevée et une capacité accrue à absorber les chocs économiques, confirmant ainsi que le Crédit Agricole contribue non seulement à la sécurité alimentaire, mais aussi à la résilience socioéconomique des ménages ruraux.

3. Méthodologie de recherche utilisée

3.1. Zone d'étude

Localisée au centre de la Guinée, elle est une entité administrative composée de quatre préfectures : Dabola, Dinguiraye, Faranah et Kissidougou. Cette région répartie comme suit : (i) Faranah : 11 communes rurales ; (ii) Dabola : 8 communes rurales ; (iii) Dinguiraye : 7 communes rurales ; et (iv) Kissidougou : 12 communes rurales.

La région compte un total de 42 collectivités locales. Sa population s'élève à 1 094 583 habitants, dont 568 710 femmes. Elle s'étend sur une superficie de 40 122 km² et est géographiquement délimitée par les frontières suivantes : (i) le Mali ; (ii) la Sierra Leone et N'zérékoré ; (iii) Kankan ; et (iv) Labé et Mamou (DRPF, 2022). Elle occupe une place stratégique dans l'organisation administrative du pays et joue un rôle clé grâce à ses ressources agricoles et naturelles, essentielles à l'économie locale et nationale.

Géographiquement, elle est délimitée par les longitudes 9°15' et 11°29' ouest, ainsi que les latitudes 8°50' et 12° nord. Sa superficie est de 35 581 km².

Le climat est principalement de type soudanien, avec des saisons bien marquées. Sa position géographique lui confère trois micro-climats distincts : (i) un climat tropical de montagne, influencé par le Fouta Djallon ; (ii) un climat tropical soudanien, caractéristique des zones semi-arides ; et (iii) un climat équatorial, proche de la Guinée forestière.

La région de Faranah présente un relief relativement modéré, constitué principalement des plateaux de Sankaran et d'Oulada. Ces plateaux, d'une altitude variant entre 200 et 400 mètres, sont largement couverts de latérite. Plusieurs cours d'eau traversent la région, dont le Niger, le Tinkisso et le Banié, formant de vastes plaines inondables. Les sols de la zone sont principalement ferrallitiques, argileux-limoneux et hydromorphes.

Le réseau hydrographique de la région est dominé par le fleuve Niger et ses affluents, parmi lesquels figurent : (i) le Tinkisso ; (ii) le Mafou ; (iii) le Kouya ; (iv) le Niandan. On y trouve aussi les rivières du Bafing et du Mongo. La végétation dominante est de types savanes, tandis que dans le sud de la région, on y retrouve les forêts tropicales. La hauteur annuelle des pluies varie entre 1200 mm et 1700 mm, atteignant jusqu'à 2000 à 2500 mm dans les zones méridionales proches de la Guinée forestière.

Les températures varient entre 27°C et 30°C et d'une humidité oscillante entre 69 % et 85 %. Le climat de la région est principalement influencé par l'harmattan et la mousson. Ces conditions climatiques, associées à la diversité du relief, sont favorables à l'agriculture et au mode de vie des habitants, qui demeure un axe clé de l'économie locale.

L'Administration Régionale de Faranah est née de la volonté de l'Etat central à transférer une partie du pouvoir et des services aux régions : c'est la décentralisation et la déconcentration. Durant la période 2022-2023, la région a bénéficié d'un bâtiment administratif régional de trois étages (R+2), financé grâce à la coopération de l'Union Européenne (DRPF, 2020).

3.2. Technique d'échantillonnage et outils de collecte

L'échantillon a été estimé à partir de la population des bénéficiaires de crédits agricoles. Cette population a été analysée à partir des données secondaires obtenues auprès des IMF, portant sur les prêts alloués aux activités agricoles et le nombre de producteurs ayant bénéficié de ces prêts.

Tableau 1. Crédits agricoles octroyés par les IMF en GNF de la Région de Faranah

N°	IMFs	2021		2022		2023	
		Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
1	ATLANTIC MICROFINANCE	-	-	-	-	161	2 745 000 000
2	CRG – SA	120	3 990 780 000	127	4 653 890 000	145	5 202 500 000
3	FASeF-G	420	850 000 000	360	1 080 000 000	266	532 000 000
4	FINADEV	400	1 200 000 000	380	1 128 000 000	405	1 170 000 000
5	MUFFA	92	460 000 000	97	485 000 000	115	795 000 000
6	YETE MALI	-	-	105	735 000 000	189	1 123 000 000
TOTAL		1 032	6 500 780 000	1 069	8 081 890 000	1 280	11 035 500 000

Source : Réalisé par l'auteur, 2023

Les Institutions de Microfinance (IMF) de la région de Faranah considèrent l'agriculture comme une activité rentable. Pourtant, le cycle agricole représente un obstacle pour elles. Le but visé est d'évaluer les crédits et les ressources financières affectés spécifiquement aux activités agricoles, ainsi que de déterminer le nombre de producteurs ayant bénéficié de ces crédits. L'échantillon sélectionné a été extrait sur la base d'un quota préalablement défini.

À partir d'une base de 1280 producteurs, un quota de 600 producteurs a été sélectionné. Ce sous-échantillon a été choisi pour refléter les bénéficiaires, en s'appuyant sur ceux ayant une capacité de remboursement et n'ayant pas détourné l'objectif du Crédit Agricole. En outre, un quota supplémentaire d'un tiers, soit 200 producteurs, a été fixé. Toutefois, au final, 180 producteurs ont décidé de répondre aux questions et ont soumis des fiches complètes. Ainsi, l'échantillon final de cette étude porte sur 780 producteurs, dont 600 bénéficiaires et 180 non-bénéficiaires, comme détaillé dans le tableau 2.

Tableau 2. Situation des enquêtés de la région de Faranah par commune rurale

N°	Préfectures	Communes rurales enquêtées	Nombre de personnes Enquêtées
1	DABOLA	Arfamoussaya,	15
		Banko,	25
		Bissikrima,	20
		Dabola-centre,	85
		Dogomet,	25
Total1		170	
2	FARANAH	Banian	30
		Faranah-Centre	95
		Marela,	25
		Passayah,	20
		Sandeniah	25
		Tiro	25
Total2		220	
3	DINGUIRAYE	Dialakoro,	40
		Dinguiraye-centre	80
		Kalinko,	40
Total3		160	
4	KISSIDOUGOU	Albadariah	20
		Bardou	20
		Fermesadou,	30
		Kissidougou-centre	100
		Sangardo	30
		Yende-Millimou	30
Total4		230	
Totaux	4	20	780

Source : Enquêtes du terrain 2022-2023

3.3. Outils et technique de collecte

Un questionnaire et un guide d'entretien ont été utilisés dans cette recherche. Le questionnaire a permis de collecter les données sur les caractéristiques socio-économiques des producteurs, sur l'accès et utilisation de crédit obtenu, sur la production des principales cultures, sur le nombre de repas journaliers avec ou sans le crédit, le statut de l'habitat. Les entretiens réalisés ont permis de recueillir les informations sur l'état des lieux des IMF dans la région d'enquête et les caractéristiques institutionnelles des IMF. Ceci a permis de collecter des données qualitatives et générales sur les caractéristiques des IMF et la performance agricole des producteurs. En parallèle, des données spécifiques et quantitatives concernant la productivité, les intrants et extrants, les prix de vente, ainsi que le nombre de mains-d'œuvre employé à l'hectare, ont été recueillies via des questionnaires structurés et non structurés. Ces questionnaires ont été administrés aux producteurs de maïs et aux responsables des IMF.

Tableau 3. Situation des focus group réalisées

N°	Préfectures	Catégories des bénéficiaires	Nombre de focus group réalisés	Nombre de personnes Enquêtées
1	DABOLA	Agriculteurs	3	15
		Maraichers	3	15
		Commerçants	2	10
		Non Adhérents	2	10
Total1			10	50
2	FARANAH	Agriculteurs	4	20
		Maraichers	4	20
		Commerçants	3	15
		Non Adhérents	3	15
Total2			14	70
3	DINGUIRAYE	Agriculteurs	3	15
		Maraichers	3	15
		Commerçants	2	10
		Non Adhérents	2	10
Total3			10	50
4	KISSIDOUGOU	Agriculteurs	5	25
		Maraichers	5	25
		Commerçants	3	15
		Non Adhérents	3	15
Total4			16	80
Totaux			50	250

Source : Réalisé par l'auteur, 2023

Le tableau 3 présente la composition des groupes de discussion (focus groups) organisés. En règle générale, chaque groupe se compose de 6 à 12 participants. Cependant, afin de limiter les distractions et de faciliter la gestion des échanges, un groupe de maximum 5 personnes a été choisi. Cette approche a été avantageuse pour le chercheur, permettant une meilleure gestion des participants et favorisant une dynamique interactive propice aux échanges d'idées. Cela a permis d'explorer des perspectives variées au sein du groupe. Les entretiens en focus ont été interrompus lorsque l'information a atteint un point de saturation, conformément aux recommandations de Giami (1985).

3.4. Analyse des données

Le test V de Cramer mesure l'impact existant entre deux variables qualitatives. Il est basé sur le test de Khi 2 défini comme suit :

$$Kh^2 \text{ calculé} \rightarrow X^2 = \sum_{j=1}^k \sum_{i=1}^r \frac{(O_{ij} - e_{ij})^2}{e_{ij}} \quad (1)$$

K indiquant le nombre de ligne et r nombre de colonne O_{ij} désignant les effectifs observés de la ième ligne et jème colonne et e_{ij} désignant les effectifs théoriques.

Le V de Cramer permet de quantifier la force de la relation en termes d'effet, indépendamment de la taille des échantillons et du nombre de catégories des variables. Cette mesure est particulièrement utile lorsque les variables étudiées ont plus de deux modalités (comme dans votre cas).

$$V = \sqrt{\frac{\chi^2}{\chi^2_{max}}} = \sqrt{\frac{\chi^2}{n \times [\min(l, c) - 1]}} \quad (2)$$

Où : V représente le V de Cramer, indiquant la force de l'association. χ^2 est la statistique du chi carré calculée à partir du tableau de contingence. n désigne la somme des fréquences ou effectif. l et c désignent les colonnes et lignes du tableau, respectivement. $\min[(l, c) - 1]$ est le minimum de l'un ou l'autre $l-1$ ou $c-1$, garantissant que la formule prend en compte la plus petite dimension du tableau moins un, qui fait office de degrés de liberté effectifs dans le contexte du V de Cramer.

Tableau 4. Interprétation du test V de cramer

Valeur de Cramer	Taille de l'effet
0,01 – 0,09	Très petit
0,10 – 0,29	Petite
0,30 – 0,49	Moyenne
0,50 – 0,69	Grande
0,70 – 1	Très grand

Source : Auteur, 2023

Dans le contexte de cette recherche, l'utilisation du test V de Cramer permettra d'évaluer l'impact d'accès au crédit IMF sur la résilience des agriculteurs ou leurs conditions de vie, en contrôlant les variables socio-économiques.

4. Résultats et discussion

4.1. Résultats

4.1.1. Caractéristiques des IMFs dans la région de Faranah

Pour mieux comprendre la répartition géographique et l'accessibilité des institutions de microfinance (IMF), une cartographie précise est indispensable. Celle-ci permet de visualiser leur implantation dans la région et d'examiner leur concentration dans certaines zones spécifiques.

Tableau 5. Répartition géographique des IMF par Préfecture

Préfecture	IMF	Date de création	Etat actuel
DABOLA	FASeF-G	2014	***
	CREDIT RURAL DE GUINEE (CRG)	1992	***
	FINADEV	2013	***
	MUFFA	2015	**
DINGUIRAYE	FASeF-G	2005	**
	CREDIT RURAL	1990	***
	MUFFA	2015	**
	FASeF-G	2005	*
FARANAH	CREDIT RURAL(CRG)	1992	***
	FINADEV	2019	***
	MUFFA	2015	**
	ATLANTIC MICROFINANCE	2023	***
KISSIDOUGOU	CREDIT RURAL(CRG)	1993	***
	FINADEV	2012	***
	MUFFA	2016	***
	YETE MALI	2022	***

Source : Auteur, 2023

Note : *=En voie de disparition ; **=Non opérationnel ; ***=Opérationnel

Du tableau 5, il ressort que six institutions de microfinance opèrent dans les 04 préfectures de Faranah, bien que certaines soient inactives, comme les MUFFA de Dabola, Dinguiraye et Faranah, ainsi que les caisses de FASeF-G de Dinguiraye et Faranah. Ces inactivités sont souvent attribuées au fait que les MUFFA ont été perçues dès leur création comme des instruments politiques, fermant ainsi leurs portes, à l'exception de celle de Kissidougou, qui continue de fonctionner. Quant aux caisses de la FASeF-G, leur fermeture est liée au retrait de leur institution mère, le CAFODEC, bien que celles de Dogomet et Konindou dans la préfecture de Dabola restent actives.

L'adhésion aux institutions de microfinance (IMF) est un préalable pour bénéficier de leur financement. Les IMF, y compris les coopératives et les mutuelles, sont généralement structurées pour servir les intérêts de leurs membres. Ces derniers sont à la fois clients et

copropriétaires, et bénéficient de services financiers adaptés à leurs besoins tout en participant aux décisions stratégiques de l'institution.

Les IMF se distinguent par un ensemble de caractéristiques qui les différencient des institutions financières traditionnelles. Ces caractéristiques sont essentielles pour comprendre son impact sur les populations vulnérables. Les IMF offrent des services accessibles aux individus et petites entreprises exclus des crédits bancaires, souvent en raison de l'absence de garanties ou de leur capacité financière limitée.

Dans le tableau 6, il a été intéressé aux types de crédits octroyés par ces institutions, leurs taux d'intérêts, le plancher et le plafond moyens des montants accordés comme crédits aux bénéficiaires et la durée moyenne de remboursement.

Tableau 6. Caractéristiques des IMF de la région de Faranah

N	IMF	Type de crédits octroyés	Taux d'intérêt moyen (%)	Planchers de montant octroyé	Plafond de montant	Durée des crédit (mois)
1	ATLANTIC MICROFINANCE	Crédit agricole, commercial, fonctionnaire/.	2,5	2 500 000	3 000 000 000	6
2	CREDIT RURAL(CRG)	Crédit agricole, commercial, fonctionnaire	2,33	500 000	200 000 000	6
3	FASeF-G	Crédit Agricole, Commercial, social, artisanal	3,00	100 000	50 000 000	6
4	FINADEV	Crédit agricole, commercial, Formation, Conseil	2,50	500 000	200 000 000	4
5	MUFFA	Crédit agricole, commercial, Fonctionnaire	1,77	2000 000	100 000 000	6
6	YETE MALI	Crédit agricole, commercial, fonctionnaire, Conseil,	2,00	500 000	300 000 000	6

Source : Auteur, 2023

Les résultats du tableau 6 ont montré que toutes les institutions existantes dans la Région de Faranah ont accordé une gamme variée de crédit : agricole, commercial, fonctionnaire, etc. juste pour satisfaire sa clientèle. Les taux d'intérêts varient d'une institution à une autre. Cela est dû aux objectifs de chacune et ces taux varient dans [1-3], les plus petits taux moyens sont observés dans les institutions à caractère coopératif et mutuel : YETE MALI (2,00%), MUFFA (1,77%) exceptée FASeF-G (3%), celle dernière est en face de récupération.

Les institutions comme le CRG-SA, ATLANTIC MICROFINANCE et FINADEV ont respectivement 2,33% et 2,5%. Cela est dû, au fait qu'elles soient classées dans la 2e catégorie des IMF du pays qui ont caractère à-peu-près commercial.

4.1.2. Impacts du crédit sur les moyens de subsistance

Le nombre de repas pris quotidiennement par les producteurs est un indicateur important du niveau de bien-être et de sécurité alimentaire. D'où l'importance des tableaux 7 et 8.

L'analyse comparée des tableaux 7 et 8, ont montré que les bénéficiaires des IMF, ont améliorés leurs consommations quotidiennes tant en qualité qu'en quantité, avant les IMF 41,67% a affirmé qu'il prenait un seul repas par jour, avec les IMF, seulement 21,67% a fait la même déclaration. 23,33% affirme d'avoir consommé trois (3) fois par jour avant les IMF, contre 35,00% avec les IMF. Ce qui prouve à suffisance que les IMF ont drastiquement améliorées les besoins alimentaires des bénéficiaires.

Il ressort que nombreux sont des producteurs non bénéficiaires des IMF qui ne consomment seulement qu'une fois par jour (44,45%) contre 22,22% pour un régime de trois. Le manque de financement détermine la fréquence de repas des producteurs agricoles (Tableau 7).

Tableau 7. Nombre de repas journaliers des Bénéficiaires et non bénéficiaires

Nombre de repas journalier	Producteurs non bénéficiaires	Producteurs bénéficiaires	Total	Pearson chi2 (3)	Probabilité
Un (1)	80 (44,44%)	250 (41,67%)	330 (42,31%)	3,2469**	0,035
Deux (2)	60 (33,33 %)	210 (35%)	270 (34,62%)		
Trois (3)	40 (22,22%)	140 (23,33%)	180 (32,01%)		
Total	180 (100 %)	600 (100 %)	780 (100 %)		

Légende : *** signification à 1% , ** signification à 5 % *signification à 10%

Source : Résultat d'estimation, 2023

L'analyse contingente du nombre de repas journaliers des producteurs et de l'accès au crédit a montré que la probabilité de 0,0355 associée à la statistique de Khi-deux, estimée à 3,2469, est inférieure à 5 %. Cela suggère qu'il subsiste une corrélation significative entre la quantité de repas consommés par jour et l'obtention au crédit. Toutefois, cette association est non conséquente pour capter l'impact. Afin de mieux comprendre cette relation, le test V de Cramer a été appliqué (Tableau 8).

Tableau 8. Impact du Crédit Agricole sur le nombre de repas journaliers des producteurs

Type de variable	Type de statistique	Valeur de la statistique	Probabilité
Nominal par nominal	V de cramer	0,1452**	0,0355

Légende : *** signification à 1% , ** signification à 5 % *signification à 10%

Source : Résultat d'estimation, 2023

Taille de l'effet : L'effet estimé de 0,1452 (Tableau 8), bien que statistiquement significatif, demeure relativement faible, ce qui suggère que l'impact de l'obtention au crédit offert par les IMF sur les conditions de vie, mesuré par le nombre de repas journaliers, est significatif, mais modéré en termes pratiques.

Implications pratiques : En raison de cette magnitude modérée, mais significative, les responsables des IMF et les autorités locales ne devraient pas considérer l'accès au crédit comme le facteur capital déterminant pour garantir la suffisance alimentaire des ménages agricoles. En effet, le test V de Cramer n'a pas permis de déterminer si l'impact du crédit contribue à augmenter ou réduire le risque de non-remboursement. Il est donc crucial de développer un modèle explicatif pour de futures recherches. De plus, lorsque la part du crédit utilisée pour la consommation est élevée, le risque de détournement des fonds pour d'autres usages en raison de l'aléa moral existe. Bien que le risque nul ne soit jamais possible, il est indispensable d'installer un système de suivi rigoureux afin de réduire ce risque et garantir que les crédits agricoles soient utilisés à bon escient.

La situation de logement des producteurs (bénéficiaires ou non), est un autre indicateur important des conditions de vie et du bien-être économique.

Tableau 9. Situation de logement des producteurs

Situation de logement	Situation de référence (producteurs sans crédit)	Situation d'accès au crédit des producteurs		Total	Pearson chi2 (3)	Probabilité
		Oui	Non			
Maison familiale	280 (46,67%)	128 (21,33%)	80 (44,44%)	208 (26,67%)	4,2469**	0,015
Location	204 (34%)	132 (22%)	60 (33,33 %)	192 (24,62%)		

Propriétaire	116 (19,33%)	340 (56,67%)	40 (22,22%)	380 (48,71%)
Total	600 (100%)	600 (100 %)	180 (100 %)	780 (100 %)

Légende : *** signification à 1% , ** signification à 5 % *signification à 10%

Source : Résultat d'estimation, 2023

La probabilité de 0,0355 associée à la statistique de Khi deux estimée à 4,2469 est inférieure à 5 % (Tableau 9). Cela indique qu'il y a une association entre la situation du logement et l'accès au Crédit Agricole. Comme cette association ne permet pas de capter la taille de l'effet et le sens de corrélation, il a été associé par le test V de Cramer au tableau qui suit.

Tableau 1à. Impact du Crédit Agricole sur la situation du logement des producteurs agricoles

Type de variable	Type de statistique	Valeur de la statistique	Probabilité
Nominal par nominal	V de cramer	0,073**	0,015

Légende : *** signification à 1% , ** signification à 5 % *signification à 10%

Source : Résultat d'estimation

Taille de l'effet : L'effet de 0,073 (Tableau 10), bien que statistiquement significatif, reste relativement faible. Cela suggère que, bien que l'obtention du crédit ait un impact sur les conditions de logement des producteurs, cet effet a une importance pratique modérée.

Implications pratiques : Étant donné cette influence modeste, mais significative, les responsables des IMF et les autorités locales ne doivent pas voir l'accès au crédit comme un facteur important pour assurer la qualité du logement des producteurs. En effet, le test V de Cramer n'a pas permis de clarifier si l'impact du crédit sur la situation du logement entraîne une réduction ou une augmentation du risque de non-remboursement. Il est donc crucial de reconnaître qu'un risque nul n'existe pas et d'instaurer des mécanismes de suivi efficaces pour réduire les menaces relatives à l'utilisation détournée du Crédit Agricole.

4.1.3. Incidence de financement agricole sur la résilience des producteurs

La résilience des producteurs agricoles fait référence à leur capacité à surmonter les chocs économiques, climatiques et autres défis externes tout en maintenant, voire améliorant, leur niveau de production. Les IMF sont utiles aux producteurs grâce aux divers services financiers offerts. Ces ressources leur permettent d'investir dans des technologies agricoles innovantes, d'acheter des intrants de qualité et de varier leurs revenus.

La répartition des producteurs bénéficiaires par niveau de financement permet de mieux comprendre l'impact du crédit sur leur résilience face aux défis économiques et climatiques. Selon Zeller et Meyer (2002), les IMF contribuent à renforcer la résilience des producteurs, leur offrant les moyens d'anticiper et de réagir plus efficacement aux crises, tout en assurant la stabilité de leurs revenus. Cette section révèle l'effet positif de la microfinance sur la capacité des producteurs agricoles à améliorer leur résilience face aux aléas, tout en soutenant une production durable.

Tableau 11. Répartition des producteurs résilients bénéficiaires par degrés financement

Degré financement	Capacité de résilience perçue				Total	Pearson chi2	Probabilité
	Mauvaise	Bonne	Modérée	Très bonne			
Aucun	142	8	10	20	180	10,107***	0,001
Faible	8	20	50	50	128		
Moyen	12	30	50	100	192		
Elevé	20	40	70	150	280		
Total	182	98	180	320	780		

Légende : *** signification à 1% , ** signification à 5 % *signification à 10%

Source : Résultat d'estimation, 2023

L'analyse contingente de la capacité de résilience des producteurs par le crédit reçu a révélé que la probabilité du test de Khi-deux est de 0,001, ce qui est inférieur au seuil de 1 % (Tableau 11). Cela suppose l'existence d'un lien significatif entre la capacité de logement des producteurs et le crédit reçu qu'ils perçoivent. Toutefois, cette association ne permet pas de mesurer directement la taille de l'effet ni le sens de la corrélation, ce qui justifie l'utilisation du test V de Cramer pour examiner plus précisément la force de cette relation (Tableau 112).

Tableau 12. Impact du degré de financement sur la capacité de résilience des producteurs agricoles

Type de variable	Type de statistique	Valeur de la statistique	Probabilité
Nominal par nominal	V de cramer	0,065***	0,001
Légende : *** signification à 1% , ** signification à 5 % *signification à 10%			

Source : Résultat d'estimation

Taille de l'effet : L'ampleur de l'effet de 0,065 (Tableau 12), bien que statistiquement significative, est très petite, ce qui suggère que même si le degré de financement perçu par les producteurs de la région de Faranah a un impact leur capacité de résilience, la signification pratique est modérée.

Les implications pratiques : Compte tenu de cette ampleur significative, mais modérée, les dirigeants des IMFs et autorités ne doivent pas considérer l'accès au crédit comme étant le facteur important d'autonomisation ou de renforcement de capacité de résilience. La pratique de culture diversifiée a été recommandée comme une alternative crédible pour résister aux chocs. Le degré de financement par le mécanisme d'activité agricole diversifiée pourrait assurer le renforcement de capacité de résilience des bénéficiaires et non bénéficiaires de crédits agricoles. Car selon Ellis (2000) la diversification agricole contribue à atténuer les risques et à optimiser l'utilisation des ressources disponibles.

4.2. Discussion

4.2.1. Impacts économique et non économique de Crédit Agricole sur les conditions de vie des agriculteurs

Khandker et Pitt (1998) ont mené une recherche dans les régions rurales du Bangladesh, où ils ont comparé les effets des IMF entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires en utilisant une approche combinée. Leur étude a révélé un impact positif global, avec une réduction de 3% de la pauvreté, dont 2 % attribués directement à la microfinance. La présence des IMF a apporté un soulagement notable aux populations locales, tant urbaines que rurales, en contribuant à la hausse de leurs revenus via l'extension des terres cultivées, mais également en améliorant leur qualité de vie.

De même, Copestake et al. (2001) évaluent l'impact d'une structure de microfinance en Zambie, ciblant des femmes et de jeunes hommes possédant une entreprise en activité depuis au moins six mois, lesquels étaient les principaux soutiens financiers de leurs familles. Ces bénéficiaires étaient regroupés en petites unités de 25 à 30 personnes. Leur analyse a démontré que l'engagement dans ce programme améliorait les revenus et le bien-être des participants. Cependant, ils ont observé qu'un impact significatif ne se manifestait qu'après le deuxième prêt. En outre, leur étude a fait ressortir deux points importants concernant le bien-être des participants : 52 % des emprunteurs et 57 % des membres du groupe témoin ont noté une amélioration de leur logement, tandis que 38 % des emprunteurs et 21 % des membres du groupe témoin se sont dit insatisfaits du programme de microfinance.

Soulama (2005), dans une étude réalisée au Burkina Faso, a également observé que le microcrédit améliore les revenus des ménages concernés. Il indique que les fonds générés par les activités de microcrédit représentent la principale source de richesse pour ces familles. L'étude a analysé divers impacts sur les activités économiques, le bien-être individuel, familial et communautaire. Les principaux résultats ont montré une augmentation de taille de

l'exploitation et des rendements, ainsi que des améliorations significatives en termes de logement, de qualité nutritionnelle et de santé. Ces conclusions soutiennent les travaux d'Awo et al. (2022) au Bénin, qui montrent que les crédits agricoles permettent aux producteurs d'effectuer des investissements nécessaires à l'augmentation de leur production.

Hashemi (2001), dans une étude longitudinale menée au Bangladesh, a également souligné les effets positifs du microcrédit, avec une augmentation des revenus des emprunteurs, une réduction des foyers sans lits, une augmentation des économies et une diminution de la mendicité ainsi que des sans-abris.

Par ailleurs, Crepon et al. (2015) réalisent une évaluation aléatoire d'un programme de microcrédit installé par l'association Al Amana dans les régions rurales du Maroc. Leur étude a conclu à l'existence d'un impact positif sur les participants. Pour estimer les effets du microcrédit sur les caractéristiques socioéconomiques des agriculteurs au Pakistan, Khan et al. (2020) ont adopté une approche mixte, combinant des entretiens semi-structurés avec des questionnaires. Leur principale conclusion indique que la microfinance améliore la vie des pauvres.

Enfin, Glennerster et Takavarasha (2013) soulignent que cette approche est particulièrement efficace pour comprendre les impacts multidimensionnels des interventions de développement. Les données quantitatives permettent de suivre les évolutions de la production agricole, des revenus et du niveau de vie avant et après l'accès au microcrédit.

4.2.2. Impact du financement des IMFs sur la résilience des producteurs

L'impact des prêts accordés par les institutions de microfinance ne se limite pas à l'octroi de crédit lui-même. En effet, l'efficacité de ces prêts dépend de plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci figurent la gestion des crédits par les institutions financières, la capacité des emprunteurs à rembourser les prêts, et l'environnement économique local. La gestion efficace du crédit est essentielle pour éviter les dérives. Si les prêts ne sont pas bien administrés, cela peut entraîner des défauts de paiement et une mauvaise allocation des ressources. Par ailleurs, la situation économique locale joue un rôle crucial. En période de crise économique, par exemple, les agriculteurs peuvent avoir plus de difficultés à générer des revenus suffisants pour rembourser leurs crédits.

Hermes et al. (2011) soulignent un point important dans ce contexte : si les institutions financières non bancaires, telles que les IMFs, ne s'adaptent pas aux besoins spécifiques des agriculteurs, ces derniers risquent de se retrouver pris dans une spirale d'endettement. L'incapacité de rembourser les prêts peut mener à un endettement supplémentaire, aggravant ainsi la situation financière des emprunteurs. Cela crée un cercle vicieux où chaque nouveau prêt augmente la pression financière des agriculteurs au lieu de les aider à s'en sortir.

Dans le cadre de cette thèse, l'étude se concentre sur ces dynamiques spécifiques dans la région de Faranah. La région présente des particularités qui influencent l'accès et la gestion du Crédit Agricole. En particulier, des inégalités notables existent entre les agriculteurs qui bénéficient du crédit et ceux qui en sont exclus. Ces inégalités peuvent être dues à des facteurs tels que la taille des exploitations, la capacité à fournir des garanties, ou encore la relation avec les institutions financières locales. Les agriculteurs qui n'ont pas accès aux crédits sont souvent désavantagés par rapport à ceux qui en bénéficient. Ils sont contraints de recourir à des moyens plus coûteux pour financer leurs activités agricoles, ce qui limite leur compétitivité et leur capacité à augmenter leur productivité.

Ainsi, les résultats de cette thèse contribueront à une meilleure compréhension de ces inégalités. Elles permettront de déterminer comment les pratiques des IMF dans la région peuvent être améliorées pour soutenir de manière plus équitable tous les agriculteurs, en particulier ceux qui sont actuellement exclus du système de crédit.

Carter et Barrett (2006) soulignent l'impact des risques agricoles sur le remboursement des prêts. L'agriculture est une activité incertaine. Elle dépend de nombreux facteurs, notamment les conditions climatiques, la qualité des sols et les fluctuations des prix sur le marché. Ces incertitudes rendent parfois difficile le remboursement des crédits obtenus par les agriculteurs. Lorsqu'un exploitant ne parvient pas à honorer ses engagements financiers, il est classé parmi les mauvais payeurs. Cela entraîne une augmentation des taux de défaut.

Face à cette situation, les institutions de microfinance (IMF) adoptent une approche prudente. Elles hésitent à accorder des crédits aux producteurs agricoles. Le risque élevé de non-remboursement les incite à restreindre l'accès au financement. Plutôt que de prendre des risques, elles préfèrent accorder des prêts à des secteurs considérés comme plus sûrs. Cette réticence limite les possibilités de développement du secteur agricole. Pourtant, l'agriculture représente un levier économique essentiel dans de nombreuses régions.

Nos enquêtes confirment cette tendance. Bien que le secteur agricole bénéficie de financements, le volume des crédits accordés reste faible. Les IMF préfèrent souvent financer des activités commerciales ou artisanales, qui présentent un niveau de risque plus faible. Pour les agriculteurs, cette situation constitue un obstacle majeur. Sans financement, il leur est difficile d'investir dans des semences améliorées, des équipements modernes ou des engrais. Leur productivité reste donc limitée.

Plusieurs études appuient ces constats. Par exemple, Boucher et al. (2008) montrent que l'accès au crédit est souvent restreint pour les agriculteurs en raison des incertitudes liées aux rendements. De leur côté, Conning et Udry (2007) expliquent que les institutions financières évitent de financer l'agriculture en raison des difficultés à évaluer et à gérer les risques. Ces travaux confirment que l'insuffisance des financements constitue un frein au développement du secteur.

5. Conclusion

Le financement agricole est un enjeu majeur dans la région de Faranah en Guinée, bien que peu d'études aient exploré l'impact des IMF sur les conditions de vie et la résilience des producteurs. Cette recherche a, de manière significative, examiné les impacts du crédit sur les conditions de vie et la résilience des bénéficiaires, à partir d'un échantillon de 780 individus répartis dans 20 localités à l'aide de la méthode V de Cramer. Les résultats obtenus ont montré que l'accès au crédit améliore les moyens de subsistance des producteurs, mesurés par le nombre de repas journaliers et la catégorie de logement, bien que ces effets soient faibles (respectivement 0,1452 et 0,073). L'accès au crédit a également amélioré la résilience des producteurs face aux chocs, avec un impact de 0,065.

Du côté des implications politiques, il est apparu clairement qu'une meilleure répartition des institutions de microfinance dans la région est nécessaire. Une présence plus large et mieux distribuée permettrait de toucher un plus grand nombre de producteurs, notamment ceux qui sont actuellement marginalisés ou exclus du système financier. Il est donc essentiel de mettre en place des politiques publiques visant à encourager l'implantation d'IMF dans les zones rurales, en particulier dans les régions où l'accès au crédit reste limité. En outre, le risque de non-remboursement constitue une barrière majeure à l'accès au Crédit Agricole. Les IMF, par crainte des pertes financières, limitent les prêts aux producteurs. Pour améliorer cette situation, il serait nécessaire de mettre en place des mécanismes d'atténuation des risques, comme les assurances agricoles ou des garanties adaptées. Sans cela, le développement du secteur agricole restera freiné par le manque de financements.

Références

- (1). Adamou, A. (1991). Impact du marché monétaire de l'UMOA sur le financement de l'économie béninoise. [M] mémoire de fin de 1er cycle à l'Institut National l'Économie, INE, Université Nationale du Bénin, Cotonou, Bénin.
- (2). Adjognon, S. G., Liverpool-Tasie, L. S., & Reardon, T. (2020). "Agricultural finance and food security in Sub-Saharan Africa." *World Development*, 135, 105076.
- (3). Akpa, A. F., Osabuohien, R., Ashraf, J., & Al-Faryan, M. A. S. (2023). Financial inclusion and post-harvest losses in West African economic and Monetary Union. *African Finance Review*, 83(2), 320-332. DOI 10.1108/AFR-06-2022-0076
- (4). ANASA (2017) : Rapport annuel sur le secteur agricole, 203 p.
- (5). Awo, J. M. S., Ollabodé, N., & Yabi, J. A. (2021). Déterminants de l'accès aux crédits agricole par les producteurs d'anacarde au nord-Bénin. *International Journal of Biological and Chemical Sciences*, 15(4), 1605-1618.
- (6). Awo, S. J.-M., Ollabode, N., Yaï, E. D., & Yabi, J. A. (2022). Comparative analysis of the effect of credit from FECECAM and SIAN'SON microfinance on the economic efficiency of maize production in northern Benin. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(5-2), 350-362. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7121414>
- (7). Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2011). *Poor Economics: A Radical Rethinking of the Way to Fight Global Poverty*. PublicAffairs.
- (8). Banque Européenne d'Investissement (2018). Conference on Investment, Technological transformation and Skills. <https://www.eib.org/fr/stories/corporate-financing-market>
- (9). Banque Mondiale, 2022. L'Afrique Peut-Elle Revendiquer Sa Place Dans Le Vingt Et Unième Siècle [R], Banque Mondiale Washington D.C.
- (10). Bayo, S. (2017). Microcrédit et genre dans un contexte de pauvreté en Haute Guinée. Université Fédérale de Toulouse Midi Pyrénées.
- (11). BCRG ; 2013. Loi sur la microfinance révisée, 203 P.
- (12). BCRG, 2017. Rapport annuel DSB, 251 P.
- (13). BCRG, 2020. Rapport annuel, 153 P.
- (14). Becker, G. S. (1964). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*. University of Chicago Press.
- (15). Boucher, S. R., Carter, M. R., & Guirking, C. (2008). "Risk rationing and wealth effects in credit markets: Theory and implications for agricultural development." [A] *American Journal of Agricultural Economics*, 90(2), 409-423.
- (16). Brulé-Françoise, A., Faivre-Dupaigre, B., Fouquet, B., Tafforeau, M.-J.-N., Rozières, C. et Torre, C. (2016). Le Crédit à L'agriculture, Un Outil-Clé du Développement Agricole. *Techniques Financières et Développement*, 124(3), 35-52. <https://doi.org/10.3917/tfd.124.0035>.
- (17). Carter, M. R., Cheng, L., & Sarris, A. (2022). "Resilience and rural credit markets." *American Journal of Agricultural Economics*, 104(2), 458-475.
- (18). Carter; M. and Barrett, C. (2006). L'économie des pièges de la pauvreté et de la pauvreté persistante : une approche fondée sur les actifs », vol. 42(2) 178-199.
- (19). Cobb, C. W., & Douglas, P. H. (1928). "A Theory of Production". *American Economic Review*, 18(1), 139-165.
- (20). Conning, J., & Udry, C. (2007). "Rural financial markets in developing countries." *Handbook of Agricultural Economics*, 3, 2857-2908.
- (21). Copestake, J. (2001). Inequality and the polarizing impact of microcredit: Evidence from Zambia's copperbelt »[A]. *Journal of International Development* 14(6):743-755.

- (22). Crepon, B., Devoto, F., Duflo, E., & Pariente, W. (2014). Estimating the impact of microcredit on those who take it up: Evidence from a randomized experiment in Morocco. *National Bureau of Economic Research*, (No. w20144), 15-33.
- (23). Diagne, A., & Zeller, M. (2023). "Credit constraints and agricultural productivity: Evidence from developing countries." *Food Policy*, 112, 102379.
- (24). Doumbouya, M.L. (2008). Banques commerciales, Institutions de Microfinance et financement de l'économie guinéenne [W]: Proposition de schémas de rapprochement », Working paper N02008-4. P3.
- (25). Fautras, M. (2021). - 4 - Inégalités D'accès Aux Financements Agricoles, Endettement et Précarisation Foncière. Paysans dans la révolution Un défi tunisien (p. 218-277). Karthala. <https://shs.cairn.info/paysans-dans-la-revolution--9782811128159-page-218?lang=fr>.
- (26). Giami, A. 1985. L'entretien de groupe in Blanchet A (Éd.), L'entretien dans les sciences sociales [O]. Paris, Dunod, pp 221-233.
- (27). Glennerster, R and Takavarasha, K. (2013). Exécution d'évaluations randomisées ». Un guide pratique.
- (28). Global findex (2022). The Global Findex Database 2021. <https://www.worldbank.org/en/publication/globalfindex/Data>
- (29). Hermes, N. Lensink, R. and Meesters, A. 2011. Outreach and efficiency of microfinance institutions [A]. *World Development*, 39, 938-948. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2009.10.018>.
- (30). Holling, C. S. (1973). "Resilience and Stability of Ecological Systems". *Annual Review of Ecology and Systematics*, 4, 1-23.
- (31). Houeninvo, G. H., Célestin Quenum, C. V., & Nonvide, G. M. A. (2020). Impact of improved maize variety adoption on smallholder farmers' welfare in Benin. *Economics of Innovation and New Technology*, 29(8), 831-846. <https://doi.org/10.1080/10438599.2019.1669331>
- (32). Khandker, S. R. et Pitt, M. M. (1998). The Impact of Group-Based Credit Programs on Poor Households in Bangladesh: Does the Gender of Participants Matter? *Journal of political economy*, 106(5), 958-996.
- (33). Kumar, N., Raghunathan, K., & Roy, D. (2021). "Impact of agricultural credit on yield improvements: Evidence from India." *Agricultural Economics*, 52(3), 375-392.
- (34). Lapenu C. (2002). La gouvernance en microfinance : grille d'analyse et perspectives de recherche. [O] In: Tiers-Monde, tome 43, n°172, 2002. Microfinance : petites sommes, grands effets ? pp. 847-865.
- (35). Mbulawa, S., & Chingiro, S. (2024). Financial development, institutional quality and economic growth in countries in sub-Saharan Africa (SSA). *International Journal of Business Ecosystem & Strategy* (2687-2293), 6(1), 51-62.
- (36). Mlambo, C. (2024). Financial Development and Economic Growth: Evidence from Low-Income Nations in the SADC Region. *International Journal of Financial Studies*, 12(3), 62. <https://doi.org/10.3390/ijfs12030062>
- (37). Napo, F. (2019). Financial inclusion and agricultural exports of UEMOA countries: the role of institutional quality. [A]Université de Lomé, MPRA Paper No. 94203, posted 2/08/2024 13:20 UTC, Online
- (38). Nguyen, M. L. T., & Bui, N. T. (2022). Government expenditure and economic growth: does the role of corruption control matter?. *Heliyon*, 8(10).
- (39). Niyongabo, E. (2016). Défis du financement agricole et rural, rôle pour la microfinance et implications pour les politiques publiques en Afrique subsaharienne [O]. Pistes de recherche basées sur le cas du Burundi.

- (40). Ogouvide, T.F., Adegbola, Y.P., Zossou, R.C., Zannou, A. and Biaou, G. (2020), "Farmers' preferences and willingness to pay for microcredit in Benin: results from in-the-field choice experiments in Benin. *Agricultural Finance Review*, 80(5), 665-692. doi: 10.1108/AFR-01-2020-0004.
- (41). Ololade, R.A., Olagunju, F.I., 2013. Determinants of access to credit among rural farmers in Oyo State, Nigeria [A]. *Global J. Sci. Front. Res. Agric. Vet. Sci.* 13(2):17-22.
- (42). Soglohoun, N. (2024). Les déterminants de la demande de crédit bancaire destiné aux exploitations agricoles en zones cotonnières au Bénin. *Économie et finance quantitative [q-fin]*. Ecole Supérieure Robert de Sorbon, 2024. Français. NNT. tel-04893756
- (43). Sogodogo, D., Dembele, O., Konate, S. and Koumare, S. 2014. Contribution du warrantage à l'accès des petits producteurs au marché des intrants et des produits agricoles dans les communes rurales de Klela, Fama et Zebala dans la région de Sikasso au Mali [A]. *Agronomie Africaine* 26 (2) : 167 – 179.
- (44). Sossa, T. (2011). Microfinance et inclusion financière au Bénin. Collections électroniques de l'Institut de hautes études internationales et du développement [O]. Publications en ligne des Graduate Institute, (10). ISSN : 9782940415861.
- (45). Sossou, K. B. et Fok. M. 2019. Crédit de trésorerie des producteurs de coton au centre du Bénin : Modalités et conséquences [A]. *Cahiers d'agriculture*, 28(14), 1-12.
- (46). Soulama, S. (2005). Le groupement villageois au Burkina Faso : une organisation d'économie sociale[A]. *Economie et solidarités*, 34(1), 136-155.
- (47). Sulemana, M., & Dramani, J. B. (2022). Effect of financial sector development and institutions on economic growth in SSA. Does the peculiarities of regional blocs matter?. *Journal of Sustainable Finance & Investment*, 12(4), 1102-1124.
- (48). World Bank (2024). World Development Indicators. www.worldbank.org
- (49). Yegbemey, R.N. (2021). Farm-level land use responses to climate change among smallholder farmers in northern Benin, West Africa. *Climate Development*, 13 (7) 593–602. <https://doi.org/10.1080/17565529.2020.1844129>.